



Université de Dschang

Rentrée académique solennelle 2021-2022

LEÇON INAUGURALE

Thème :

Écologie sociale, nécessité du greffage social et défis du capital humain au Cameroun

Par

Meli Meli Vivien,

Maître de conférences

Sociologue

Faculté des Lettres et Sciences Humaines

Dschang le 19 novembre 2021

Amphi 1000

Introduction : Pour un modèle d'écologie sociale

Le plaisir de cette tribune est de dépasser les clivages, de faire table rase des particularités et de s'exprimer par-delà les singularités, de rester soi-même et de faire honneur aux autres. C'est une tâche ardue, mais exaltante et tout aussi réjouissante. Ce qui m'a semblé fédérateur pour cette occasion est la question écologique. L'écologie s'impose à nous tous sans exception. Nous en avons et en faisons tous l'expérience et en permanence.

L'écologie est l'expérience de la vie. La vie en elle-même par nature, la vie en ce que nous initions, entreprenons et réalisons, notamment en tant qu'individu et/ou en tant que groupe. L'écologie c'est donc d'abord, l'expression de la nature par elle-même (terre, eau, air, soleil, vent, végétation, faune, éruption volcanique, tremblement de terre, etc.) ensuite le rapport de la nature avec les différentes expériences que la conscience et l'intelligence de l'Homme produit (exploitation forestière, agriculture, exploitation minière, construction des infrastructures, domestication de l'eau, conquête de l'air et de l'espace, etc.) de même que les conséquences qui adviennent (pollution de l'air, montée et pollution des eaux, désertification, déforestation, variations et changements climatiques, inondations, glissements de terre, ensablement des mers, industrialisation, etc.) et enfin l'écologie est le produit de ce que l'Homme fabrique à travers son rapport à la nature (villes, campagnes, démographie, politique, économie, éducation, santé, etc.).

Qu'il s'agisse d'écologie tout court ou d'écologie social, ces trois niveaux d'enchevêtrement tiennent les promesses des dynamiques et des incertitudes multiples et diverses, symbole de l'historicité sociale. Peut-être au lieu « d'écologie social du Cameroun » j'aurai plutôt mieux fait d'énoncer « écologie du Cameroun ». Je crains que d'entrée de jeu, cela aurait créé davantage de polémique. Seulement, après avoir dit ce qu'est l'écologie et réalisant que son rapport social est ontologique, il est loisible de traiter de l'écologie du Cameroun ici. Cette perspective corrobore ce que Bookchin Murray (2012)¹, le père de l'écologie social en dit. Celui-ci a apporté à la réflexion écologiste l'idée selon laquelle « le rapport des sociétés modernes à ce qu'elles appellent la nature reflète les rapports de pouvoir qui structurent ces sociétés ». C'est dire en d'autres termes que « si on observe une crise écologique aujourd'hui, c'est parce que la relation humains-nature dysfonctionne. ... si cette relation humains-nature a penché vers l'exploitation à outrance, sans égards aux cycles naturels et aux conséquences, c'est parce que la relation humains-humains dysfonctionne ». C'est dans ce sens que pour Bookchin Murray « l'idée de dominer la nature découle de la domination de l'humain sur l'humain, en l'occurrence la domination de l'homme sur la femme, du riche sur le pauvre, du vieux sur le jeune, de celui qui sait sur celui qui n'a pas la connaissance, etc. (Antoine Lagneau, 2013).

Bookchin pose le doigt accusateur sur la modernité, à travers les rapports de pouvoir qu'elle impose. Les dichotomies produites et entretenues du fait de la modernité et qui s'auto-génère est le modèle de crise qui régent les soubresauts des sociétés actuelles. Elles se traduisent par :

¹ Préface de Hervé Kempf à la quatrième édition, une traduit de l'anglais par Bernard Weigel

- des formes de domination qu'exercent les riches sur les pauvres, les hommes sur les femmes, les vieux sur les jeunes ;
- des représentations rétrogrades, construites et reproduites qui sont posées sur les campagnes à la faveur des villes, sur l'économie informelle au bénéfice de l'économie formelle, sur les sociétés dites sous-développées ou en développement à la faveur des sociétés dites développées et industrialisées, etc.
- des modes de catégorisation conflictogènes (ethniques, politiques, religieuses, etc.) qui fabriquent des inégalités, des exclusions et des marginalisations.

Ces configurations par segments hiérarchisés, structurés (même illusoirement) et opposés sont en contradiction des figurations et/ou des interactions/associations (Latour, 2006) qui constituent l'armature de nos sociétés actuelles. La domination y est vile et les accommodements sont la règle. Les acteurs sociaux sont, dans divers ordres plus ou moins structurés et surtout mus par diverses interactions continues. Un modèle social segmentaire et hiérarchisé est à coup sûr aliéné en lui-même et aliénant dans sa production.

C'est en effet ce que questionne le modèle social écologique. À cela il importe de se rendre à l'évidence que « la passion politique/*moderniste* a cette singularité d'entretenir des rapports puissants et confus entre le sujet et son groupe alors même que les autres expériences de la vie sociale tendraient à les affaiblir ; tandis que les différences de statut, les inégalités matérielles, les différences d'âge et de sexe ne cessent de rappeler l'évidence des séparations entre les citoyens, les affectivités politiques sont en mesure de surmonter ces distances et de recréer un *nous*, de susciter des sentiments d'identité par-delà toutes les divisions et les séparations » (Ansart Pierre, 1997 : 295). C'est ici le lieu de rendre à la politique, à la gouvernance, ses lettres de noblesses en lui reconnaissant sa toute-puissance à établir des liens foudroyants entre le *je* et le *nous* par-delà même les divisions sociales (Danilo). Les questionnements de l'écologie sociale engagent la responsabilité de tous sans discrimination de force, ni de capacité, ni de compétence ni d'appartenance, ni d'être, ni de génération. La responsabilité du délitement avéré ou non des sociétés est de ce fait la nôtre à tous sans exclusive.

Trois moments vont constituer l'ossature de la présentation.

- Il sera d'abord question de diagnostic, celui de l'inventaire social écologiste du Cameroun sous la pression moderniste en tant qu'une société instable et par ailleurs écartelée ;
- Il sera ensuite question de l'ordonnance, envisagé à travers la rupture avec le modèle de cloisonnement social d'un moderniste subreptice à travers ce qui est nommé le greffage social ;
- Il sera enfin question de posologie, envisagé opérationnellement par la rupture avec le modèle moderniste dans la production du capital humain à partir des universités Camerounaises.

1. Le Cameroun : une société résolument instable, écartelée et encline à la pression de la modernité

Sur l'instabilité et la pression de la modernité

L'instabilité n'est pas un artifice entretenu par des catégories socioéconomique et politique que la modernité invente et entretient. Les divisions, les différences, les inégalités et la diversité vont de soi. Les recréer par un quelconque stratagème politico-économique fait hommage à l'incurie. L'instabilité comme la crise et le désordre sont le propre des sociétés contemporaines. La crise est leur marque de référence. Le désordre est l'essence du monde présent. Balandier Georges (1988), lorsqu'il parle du désordre, il fait en même temps l'éloge du mouvement. En effet, « le chaos est l'énigme depuis les temps fort lointains où les mythes tentaient de montrer comment toute chose en procède et résulte de genèses successives. ... Le désordre, la turbulence, la désorganisation et l'inattendu fascinent, ... l'ordre se cache dans le désordre, l'aléatoire est constamment à l'œuvre. C'est une description du monde différente qu'il convient à présent de produire, (une description) dans laquelle la considération du mouvement et de ses fluctuations l'emporte sur celles des structures, des organisations et des permanences. La clé en est une autre dynamique, qualifiée de non-linéaire, qui ouvre accès à la logique des phénomènes apparemment les moins ordonnés ». L'illusion moderniste est d'établir l'ordre, l'harmonie, l'équilibre, d'absoudre le désordre en ordre, de faire disparaître la campagne au profit de la ville, de faire disparaître les groupes au profit des relations entre individus, etc. Or, la différence et la diversité est la caractéristique ontologique du monde présent. Le modèle démocratique promu dans nos sociétés et appelé de tous les vœux, est l'institutionnalisation la plus remarquable du désordre et de l'instabilité. Le Cameroun en est la « marque déposée ». Son instabilité est marquée par :

- Plus de 300 langues nationales différentes et potentiellement autant de groupes ethniques ;
- Deux langues officielles et de nombreuses autres langues enseignées ;
- Une diversité agro-écologique d'exception. Elle compte 5 zones agro-écologiques différentes : la zone sahélienne ; la zone de savane de basse altitude ; la zone de savane humide d'altitude ; la zone forestière ; et la zone des mangroves.
- Une histoire coloniale rare qui a connu la présence portugaise, allemande, française, anglaise, espagnole, italienne, hollandaise, etc. sans jamais connaître de colonisateur en tant que tel ;
- Une cohabitation laïque de nombreux groupes religieux différents ;
- Une importante diversité de ressources naturelles : minières, forestières, foncières, biologiques, etc.

La modernité, associée à « ... l'expérience de la fin de la totalité : qu'il s'agisse de celle qui concerne l'homme et la nature, du cosmos, des mots et des choses, de la vision enchantée du monde ou de la séparation entre la science, la morale et l'art ... -n'honore pas la réalité qui s'impose-. Mais elle ne définit pas moins le propre d'une époque et de sociétés contraintes de se penser ou voulant se concevoir à partir de la rupture et du changement. ... Cette expérience de vie dans une société fondamentalement instable est l'arrière-plan constitutif de la modernité, qui rend compte de l'incroyable permanence du sentiment si familier aux modernes depuis plus de deux siècles, de vivre dans une époque charnière, d'éprouver une rupture historique inédite... » (Danilo, 2017). Le sentiment de la modernité est de découvrir le monde comme s'il n'avait jamais rien existé. Ce sentiment est à coup

sûr un mépris historique qui justifie l'enjeu supérieur et dominant des expressions souhaitées et voulues de la modernité. Ce qui ne corrobore pas le sentiment de la modernité est vile, rétrograde, dépassé, anachronique, voué aux orties.

La course vers les progrès scientifiques et techniques producteurs de l'industrialisation et de l'enrichissement, l'amélioration de la qualité de vie, la transformation de l'environnement, l'artificialisation du monde, la dépravation et le renoncement à la nature, la contestation du monde antérieur, la conspuasion de l'ancien et le règne inexorable du nouveau est le triste vœu moderniste. Le renouvellement de l'ancien est devenu l'obsession de la valeur existentielle du monde actuel. L'idée de progrès, associée à l'expansion croissante de la science et de la technique, à l'esprit des Lumières et, pour certains, à une sécularisation achevée du monde, voire à l'emprise de l'idée révolutionnaire avec la volonté de faire table rase du passé, a été l'objet d'une critique souvent ravageuse (Danilo, 2017). La promotion de l'idée d'innovation en est son expression la plus obvie. Dans ces conditions, la montée des inégalités s'est aussi montrée de plus en plus importante. L'expérience vivante de la réticularité se manifeste dans la mesure où la montée des inégalités en appelle à davantage de transformation et/ou de « modernité ». Ainsi le cercle vicieux de la modernité ce referme et se reproduit.

L'inflation des inégalités sociales va de pair avec la modernité. Elles se généralisent et n'épargnent aucun segment, qu'il s'agisse des pays dit développés ou émergents ou à développement différé. Les inégalités progressent de manière importante et de plus en plus, entraînant avec elles des conséquences néfastes pour les individus et les communautés humaines (Éloi Laurent, 2015).

La modernité, ce mouvement philosophique et politique a irradié le monde et son essence segmentaire a sculpté la géopolitique et stratégique du développement du monde actuel (militaire, économique, diplomatique, historique, etc.). Cela permet notamment de désigner les plus forts, les moins forts, les forts, les plus faibles, les faibles, etc. (G6, G7, G8, G20, le conseil de sécurité des NU et le veto, les BRICS).

La place de l'Afrique dans l'ensemble est étroite malgré son étendue géographique, son potentiel démographique, géologique, minier, de ressources biologiques, son histoire et les révélations archéologiques. À l'intérieur, elle est toute aussi segmentée en différents groupes de positionnements géoéconomiques et stratégiques (reconnus par l'Union Africaine), notamment :

- L'Union du Maghreb Arabe (UMA) ;
- Le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) ;
- La Communauté des États Sahélo Sahariens (CEN-SAD) ;
- La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) ;
- La Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) ;
- La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- L'Autorité Intergouvernementale sur le Développement (IGAD) ;
- La Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC).

Ces différentes segmentations sont des entités regroupant des États, eux aussi des entités souveraines. Des souverainetés béates qui n'ont qu'une valeur institutionnelle et rien du point de vue politique. Cela est du point de vue moderniste une satisfaction, puisque les hiérarchies et les rapports de pouvoir qui les tiennent rendent justice de la détermination des plus forts à garantir leurs positionnements. Dans ce sens, la classe dominée est soumise dans sa conscience même à l'aliénation, c'est-à-dire à la participation dépendante telle que la définit pour elle la classe dominante. Elle n'a ni conscience sociale, ni conscience d'identité (Touraine, 1974). La souveraineté n'est pas moins qu'une formalité institutionnelle. L'action est menée par procuration et subordination à une logique dominatrice. Badie Bernard (1992) dans le même ordre parle d'importation de l'ordre politique et estime que « la logique de dépendance fait primer le conformisme et le conservatisme sur la contestation et la remise en cause, favorisant d'autant la pérennisation d'un ordre international dont la dénonciation active est perçue par chaque État individuellement comme trop coûteuse ».

Sur l'écartèlement du Cameroun, écarteler est à coup sûr une volonté manifeste de briser, de créer une rupture historique pour devenir méconnaissable, sans histoire ni âme. C'est justement le fait de mettre en danger, de créer la fin. L'écartèlement du Cameroun tient de sa trajectoire contemporaine. Aujourd'hui, le Cameroun est marqué par :

- la marchandisation de la mort par le terrorisme islamiste, principalement dans la région de l'Extrême-Nord ;
- les effets dévastateurs de la crise migratoire internationale dans les localités frontalières avec la RCA (dans les régions de l'Adamaoua et du Nord) du fait des affres des conflits politico-militaires incessant ;
- les velléités sécessionnistes et à la guerre fratricide dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ici, la solution militaire n'offre pas les perspectives de fin tant attendues, ce qu'une tentative de dialogue nationale avait aussi manqué de faire ;
- l'urbanisation galopante mal maîtrisée, porteuse de violences urbaines dont Douala, la capitale économique en est le symbole remarquable ;
- une gouvernance défailante dont Yaoundé, la capitale politique est la triste référence (corruption, la dépravation des ressources publiques, etc.) ;
- la distension du lien social nourrit par le tribalisme rampant qui se généralise, s'accompagnant de discours de haine même sur la place publique, via les réseaux sociaux ;
- les crises politiques et électorales qui ne s'estompent pas ;
- les accidents de la circulation qui se multiplient et font de nombreuses victimes humaines ;
- la crise du développement dont la pauvreté persistante semble en être la force d'intervention. À cet effet, le Cameroun a connu des périodes fastes de développement économique au lendemain des indépendances, jusqu'à la première moitié des années 1980. Mais la crise économique qu'a connue le monde à cette période ne l'a pas épargné, sachant que cette période de prospérité était sous la protection de puissances extérieures, notamment la Grande-Bretagne et la France. À proprement parler, la crise de développement et la permanence de la pauvreté

constituent un rapport normal. C'est le résultat rationnel d'une démarche moderniste car, « dans un contexte international marqué par la loi du plus fort, le développement apparaît comme l'arme par excellence contre la dépendance et la sujétion et est la condition sine qua none de la liberté. Être développer en effet, c'est être à l'abri de la domination extérieure. Se développer, c'est agir pour sa libération et son émancipation [...] Se prémunir contre les agressions et les convoitises extérieures [...] » (Nga Ndong, 1998).

Entendons-nous bien ou pas du tout, il n'est pas question de pessimisme, encore moins d'afro-pessimisme. Il s'agit de l'historicité d'un modèle moderniste ravageur que le modèle de l'écologie sociale veut déconstruire. Mais alors comment y contribuer ?

2. Le greffage social face au nouveau visage de la modernité

Il est question de se mettre à contre-courant sans pour autant conspuer la modernité. Il s'agit de partir d'elle pour trouver la ressource à sa remise en question. Il n'est pas question de renoncer à la catégorisation qu'elle entretient. Il est plutôt question de regarder les inégalités sociales (supposées ou réelles) et de reconnaître en chaque catégorie un potentiel avéré de transformation. Le greffage social est comme une matrice à construire. À cet effet, Danilo Martuccelli (1999), parle de la *matrice* comme du potentiel heuristique de la continuité historique (de la diversité du réel, des divisions méthodologiques, des postulats philosophiques, etc.) qui permet de représenter temporellement les intuitions majeures des auteurs sur la modernité. L'idée de la matrice contribue :

- D'abord, à déjouer l'illusion de la modernité, se croyant toujours à une croisée inédite des chemins ;
- Ensuite, de rendre compte à partir des processus historiques ;
- Enfin, d'accentuer le rôle de l'imagination, là où il devient évident que malgré l'acuité des problèmes sociaux auxquels les théories répondent, celles-ci sont toujours loin d'avoir la clarté supposée ou souhaitée.

La matrice est une œuvre continue de construction et de déconstruction, qui se réalise par « une série de déplacements concentriques dont le double mouvement d'expansion et de rétrécissement explique de manière figurative le cheminement intellectuel » (1999 : 19). Le « greffage social » est ici l'image matricielle de construction social face au nouveau visage de la modernité, en l'occurrence celui de l'instabilité et de l'écartèlement.

Le greffage social : à quoi se rapporte-t-il ?

Le greffage est a priori connu comme un processus biologique. Il est question ici en matière de « greffage social » de la reproduction historique d'une relation séculaire entre les « sciences dures » et les « sciences molles » en général et la filiation de la biologie et de la sociologie en particulier. Cette filiation participe de l'idée que les dynamiques biologiques sont susceptibles d'être appropriées pour comprendre les processus sociaux. En effet, il s'agit de considérer qu'en contexte de rapports de force défavorables, d'instabilité et de l'écartèlement des sociétés, les contributions des plus faibles à l'action sociale historique sont sous-tendue par le modèle de greffage familial en biologie (animale que végétale). Seulement, le « greffage social » n'est pas une reproduction du modèle de greffage

biologique. Si le fait biologique est une chose contrôlée et contrôlable, la réalité sociale l'est moins et d'ailleurs connue pour sa complexité dans l'espace et dans le temps.

Le greffage social consiste en une entreprise intentionnée d'interactions des catégories sociales faibles ou vulnérables ou considérées comme telles avec d'autres catégories de même catégorie ou non. Ici, les catégories antithétiques maintenues par la modernité s'en trouvent anéanties. Le haut et le bas, le fort comme le faible, le riche comme le pauvre, l'urbain et le rural, les hommes et les femmes ne s'opposent plus. Ils constituent des réalités sociales propres qui ne peuvent pas être conçues en rupture l'une de l'autre. Leurs rapports ne sont pas exclusivement des relations de lutte dans laquelle les catégories du bas tentent de renverser le « haut » et de s'y hisser, alors que les catégories du « haut » tentent féroce, envers et contre tout de se maintenir et de maintenir l'ordre existant. (le risque marxiste est ainsi exclu) Il est question de mobilisations autodéterminées des capitaux extérieurs et du potentiel intérieur par et au bénéfice du « bas », sans pour autant se méprendre des bénéfices du tuteur. Il ne s'agit donc pas d'une démarche de parasite et d'établissement de dépendance, mais une dynamique interactive aux intérêts mutuellement partagés. C'est une volonté et un engagement à se projeter en s'instruisant des trajectoires antérieures, présentes et des projections de devenir. Cette démarche s'inscrit dans une logique de conscience de soi, une connaissance et une reconnaissance intrinsèque, sans mépris, ni complexe portée vers la mobilisation des ressources diverses (matérielles, financières, humaines, symboliques, sociales, etc.) en vue de la mise en œuvre des actions collectivement planifiées.

Le « greffage social » peut ainsi être compris comme un processus social autodéterminé de l'intérieur pour la mobilisation de capitaux par et pour les catégories sociales dont la faiblesse et/ou la vulnérabilité et/ou la secondarité sont décidées ou avérées. Il est l'expression d'une force contraire à l'hégémonie des structures sociales dominatrices et assujettissantes, celles auxquelles les modèles modernistes invitent à se conformer. Cette émergence n'est pas le fait de la lutte, comme dans la lutte des classes, mais de la mobilisation, de la négociation (subreptice) et de la captation des capitaux. Il permet justement de palier et de suppléer la déficience décidée, assignée ou avérée. Il est fait d'interactions libres et opportunes, voire opportunistes par les acteurs sociaux du bas.

En tant que tel, le greffage social, comme la matrice, de sa conception écologique, notamment son caractère extraordinairement libérateur, ... sa remise en cause des hiérarchies -quoique implicitement (Murray Bookchin, 2012). Les formes structurées des segments sociaux qui ont tendance à imposer les pouvoirs des uns sur les autres sont remises en question ici. Ce qui est à l'œuvre, c'est la reconnaissance des capacités et des compétences intrinsèques à tous sans exclusive. Quoi que de façon différentielle, nul n'est dépourvu. On est tous porteurs de potentiels irréfutables qui font de soi un être exceptionnel différent de l'autre, doué d'historicité et de perspective d'avenir.

Balandier nous propose une représentation en quatre temps, faite de conformité, de stratégie, de manipulation et de contestation pour désigner la mise en évidence des dynamismes sociaux associés à une telle entreprise. Dans ce sens :

- La conformité correspond à la passivité plus ou moins consentie, à la soumission à l'ordre établi ;
- La stratégie naît du fait que certains agents sociaux tentent d'utiliser au maximum de leur avantage les normes et les règles gouvernant les systèmes et les situations par lesquelles ils se manifestent. Elle correspond à la recherche de maximisation dans les limites de l'ordre existant ;
- La manipulation a la même visée -l'avantage maximal-, mais ne respecte qu'en apparence les normes et les règles ;
- La contestation provoque, à des degrés variables, une mise en cause de l'ordre social. Elle résulte des pratiques qui contribuent à ébaucher une contre-société au sein même de la société « officielle » (1986 : 60).

On en vient à une approche démocratique de l'ordre social, celle de la liberté, de la pluralité, de la diversité et de la différence. Celle qui reconnaît et accepte des inconstances, les ondoyances, la contestation, les jeux d'acteurs, les contraires et les oppositions. La différence n'est pas une crise, de même que l'instabilité n'en est pas une. Le monde actuel est celui de la crise, du mouvement, de la conquête permanente. Les dynamiques actuelles invitent à la conquête continue et infatigable. L'enjeu stratégique est majeur. Dans ce sens, la perspective du capital humain semble être la voie.

3. Sur les défis du capital humain

Le capital humain ici est une interpellation expresse et directe faite à l'enseignement supérieur. Nous sommes directement interpellés, ici et maintenant. Depuis les années 2011, l'Afrique est interpellée dans son rapport sur le développement sur la valeur du capital humain pour le développement socioéconomique. « Le capital humain est indispensable si l'on veut améliorer la productivité totale des facteurs et aider les pays à adopter les nouvelles technologies et à s'y adapter (ou plutôt à les approprier). Si jusqu'au début des années 1990, on pensait couramment que l'enseignement primaire contribuait davantage à réduire la pauvreté que l'enseignement secondaire et tertiaire, cette idée a depuis été remise en cause, mettant l'accent sur l'enseignement supérieur en tant que facteur favorisant du développement économique ... C'est pourquoi, dans l'économie mondiale du savoir actuelle, il faut mettre l'accent sur le rôle de l'enseignement tertiaire dans les stratégies de développement des pays africains ». Le capital humain, de quoi est-il question ?

Dans ce même rapport sur le développement de l'Afrique en 2011, le capital humain est défini en référence au « stock de capacités humaines économiquement productives ». Il englobe le savoir, la santé, les compétences, l'esprit d'entreprise, la détermination et d'autres caractéristiques qui permettent de réussir. Ces capacités naissent de la combinaison d'aptitudes innées et d'investissements dans les êtres humains. Le capital humain s'obtient *via* l'enseignement général et est transférable d'une entreprise/activité à l'autre. Les compétences forment un sous-ensemble du capital humain propre à une tâche, un travail ou une entreprise, et sont obtenues via un enseignement ou une formation spécialisées ... Le capital humain général peut servir à générer des idées, à créer une entreprise ou à élaborer de nouveaux produits ». La Banque mondiale en a fait un axe

stratégique indispensable pour le développement socioéconomique à travers son Projet sur le capital humain. C'est un programme de sensibilisation, de mesure et d'analyse censé faire prendre conscience des besoins en matière de développement du capital humain et accroître la demande d'interventions y relatives.

Dans le document de Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 du Cameroun, on peut remarquer l'intérêt majeur qui est accordé au développement du capital humain. Il procède du diagnostic médiocre du rapport entre l'offre de formation, l'employabilité et la création d'entreprises. Ce diagnostic indique que, « La qualité du système d'éducation et de formation, l'employabilité, l'entrepreneuriabilité, les contenus et la qualité de l'offre d'éducation ne sont pas toujours en adéquation avec la demande du système productif en termes de main d'œuvre et d'entrepreneurs ou créateurs d'entreprise. ... il n'existe pas une définition du profil type du capital humain ou une priorisation en termes de formation et de compétences qui répondent aux options et choix du développement économiques et industriel ». Le sentiment persistant ici est que les universités forment pour elles-mêmes au Cameroun. La demande en compétence dans le secteur productif est toujours insatisfaite alors les nombreux diplômés qui sortent des universités ne trouvent pas de l'emploi ou n'en créent pas. Malgré l'adoption et la mise en œuvre, quoique « progressive » et tatillonne du système LMD, la réfraction entre la connaissance ou la science et l'action ou l'intervention restent d'actualité. Le défi de la production du capital humain est de se mettre en rupture des catégories fragmentaires qui dégradent la qualité de la production du capital humain et hypothèque les transformations sociales souhaitées. La rupture nécessaire ne s'est pas encore faite. L'université et le monde des entreprises sont appelés à construire et à faire-route ensemble.

Il est question que les « capitaines » des systèmes productifs intègrent résolument que -pour reprendre à mon compte des vers d'un poème de l'un de nos plus illustres devanciers, Jean-Louis Ndongmo aujourd'hui de regrettée mémoire avait clamé- :

- Ici vous êtes chez vous
- Vous êtes vraiment chez vous

L'homologation, l'adoption et la mise en œuvre du système LMD, les praticiens sont devenus plus que par le passé, des membres à part entière des universités. La relation réticulaire entre les établissements d'enseignement supérieur et le monde des entreprises est intangible. Il semble que jusqu'à présent ils sont encore invités à l'université comme s'ils étaient des étrangers que l'université a le plaisir de recevoir. Les utilisateurs des produits des universités font montre d'un attentisme qui désert leur productivité et leurs rendements. Or l'optimisation de leur productivité est sujette à la qualité des produits issus des universités. Il est temps de mettre un terme à l'habitude de ne rencontrer les chefs d'entreprises que lors des cérémonies officielles dans la salle des conférences. Aussi et dans le même sens, l'élitisme de l'élévation intellectuelle des universitaires, par ailleurs discriminante doit être remise en cause. Les universitaires doivent y renoncer et convoler avec des praticiens pour trouver des réponses à la demande du marché du travail.

Les formations professionnalisantes actuelles dans les établissements d'enseignement supérieur semble me mettre en porte-à-faux. Que non ! Il ne s'agit pas de cela. Les

rencontres entre les universitaires et praticiens doivent se faire dans les unités pédagogiques, notamment dans les Départements, les laboratoires, les unités de recherche, les salles de classe, etc. En même temps l'université devrait résolument commencer à accorder tout son bénéfice à l'expérience professionnelle comme l'exige le système LMD, en le traduisant en Crédits capitalisés.

Les contributions doivent être faites aussi bien de l'intérieur et non plus seulement de l'extérieur. Les universitaires et les entrepreneurs socioéconomiques doivent désormais conjuguer intimement leurs intérêts mutuels dans le développement des curricula pour répondre opportunément à la demande pressante et expresse du marché du travail. Le cloisonnement des universitaires dans les laboratoires, les unités de recherche, les bureaux ou en Conseils de Département pour élaborer les programmes de formation est une erreur, voire une faute ou encore une méprise aux enjeux de transformation socioéconomique d'aujourd'hui.

Conclusion : quelques leçons d'écologie sociale

Monsieur le Recteur, Mesdames et messieurs les membres de la communauté universitaire, le chemin que nous avons parcouru est celui du renoncement au règne du modèle moderniste ravageur, cloisonnant et hiérarchisant. Le mérite heuristique de la société contemporaine est la reconnaissance de son instabilité permanente. Sa reconnaissance comme telle est la valeur matricielle des processus de sa transformation. La matrice qui semble opératoire dans ce sens est construite sous l'heuristique du « greffage social ». Cela a constitué le prétexte pour interroger les processus universitaires de production du capital humain, notamment dans la perspective de formation et de provision des compétences nécessaires au travail socioéconomique et de transformation de la société.

Pour le modèle d'écologie social qui a servi de trame de fond de remise en question de la modernité à partir de son postulat de segmentation hiérarchisée et inégalitaire, il en résulte que (Laurent Eloi, 2015) :

- l'inégalité accroît inutilement un besoin de croissance économique potentiellement nuisible ;
- l'inégalité accroît l'irresponsabilité (écologique) des plus riches ;
- L'inégalité, en affectant la santé des individus, amoindrit également la résilience des sociétés et affaiblit dès lors leurs capacités collectives d'adaptation aux chocs ;
- l'inégalité entrave les capacités d'action collective dans la perspective du bien commun ;
- l'inégalité réduit la sensibilité des plus modestes aux enjeux communs et la possibilité de compenser socialement les éventuels effets régressifs des politiques.

Pour terminer, permettez-moi de dire ma gratitude à Monsieur le Recteur pour la liberté accordée lors de la préparation de cette leçon inaugurale. J'adresse aussi mes remerciements à Monsieur le Doyen de la FLSH, de même qu'à ses collaborateurs pour sa sollicitude pour la préparation de cette leçon inaugurale. À vous tous je vous remercie de votre aimable attention.

Quelques références bibliographiques

- Alain Touraine (1974), Pour la sociologie, Paris, Éditions du Seuil
- Badie Bertrand (1992), État importé : occidentalisation de ordre politique, Paris, Fayart
- Banque Africaine de Développement (2011), Rapport sur le développement en Afrique 2011 : Le secteur privé en tant que moteur du développement économique en Afrique, Banque africaine de développement, Tunisie
- Banque mondiale (2019), Le projet sur le capital humain, Washington
- Bookchin Murray (2012), Qu'est-ce que l'écologie sociale ?, Lyon, Atelier de création libertaire, traduit de l'anglais par Weigel Bernard
- Éloi Laurent (2015), La social-écologie : une perspective théorique et empirique, in Revue française des affaires sociales, 2015 - N° 1-2, pp. 125-143
- Institut National de la Statistique (INS) et ICF (2020), Enquête Démographique et de Santé du Cameroun 2018, Yaoundé, Cameroun et Rockville, Maryland, USA : INS et ICF.
- Institut National de la Statistique (SD), Présentation des premiers résultats de la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4) de 2014
- Lagneau Antoine (2013), Écologie sociale et transition : entretien avec Vincent Gerber, in La découverte, 2013/3n° 75, pp. 77-85
- Martuccelli Danilo (1999), sociologie de la modernité, France, Éditions Gallimard
- Martuccelli Danilo (2017), La condition sociale moderne : L'avenir d'une inquiétude, Éditions Gallimard, édition électronique du livre, *réalisé par Nord Compo*
- Meli Meli Vivien (2018), « Engagement social des jeunes au Cameroun : une mobilisation sociale contre toute attente », SociologieS [En ligne], Dossiers, Crises et reconfigurations sociales en Afrique. La jeunesse au coeur des mouvements sociaux, mis en ligne le 19 juin 2018, consulté le 19 juin 2018. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/8009>
- Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (2020), Stratégie Nationale de développement 2020-2030 : Pour la transformation structurelle et le développement inclusif, Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
- Nga Ndongo Valentin (1998), « Développement, émancipation et originalité » in David - Simo (dir.) La politique de développement à la croisée des chemins : le facteur culturel ; Yaoundé ; Clé ; PP 43-65.